

ÉDITO

« D'une certaine manière, les Indiens sont les derniers gaullistes » (1/2)

Parution dans Le Grand Continent le 13 septembre 2023

Par Maurice Gourdault-Montagne



Maurice Gourdault-Montagne est diplomate de carrière, et a alterné entre de hautes responsabilités à l'étranger et en administration centrale. Il a ainsi été Ambassadeur de France au Japon (1998-

2002), au Royaume-Uni (2007-2011), en Allemagne (2011-2014), puis en Chine (2014-2017). A Paris, il fut le directeur adjoint puis le directeur du cabinet d'Alain Juppé, lorsque ce dernier était ministre des Affaires étrangères (1993-1995) puis Premier ministre (1995-1997). Il devint ensuite conseiller diplomatique de Jacques Chirac à l'Élysée (2002-2007), Sherpa du G7/G8, et enfin secrétaire général du Quai d'Orsay (2017-2019). Après un passage au Boston Consulting Group (BCG), il a rejoint le Groupe Adit et ESL & Network en tant que Senior Advisor.

Le sommet du G20 qui s'est tenu en Inde a été marqué par la signature d'un protocole entre l'Inde, les États-Unis, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, l'Italie, l'Allemagne, la France et l'Union européenne, pour créer un « corridor économique Inde - Moyen-Orient - Europe ». S'agit-il d'une victoire pour l'Inde et les pays occidentaux et d'un échec pour la Chine, puisque c'est un projet qui se présente comme concurrent des Routes de la soie ?

Il faut placer ça dans le contexte de ce qu'est un G20. À l'origine, il a été créé à la suite de la crise financière de 2008 pour mettre en place les premières régulations bancaires internationales, afin d'éviter une deuxième crise. C'est une réunion informelle d'États, qui s'inscrit dans la continuité du G8 dont la Russie faisait partie à l'époque. Ce ne sont pas des institutions mais des groupes infor-

mels, dans lesquels des dirigeants se mettent d'accord sur des orientations et qui, du fait de leur légitimité de chefs d'État et de gouvernement, donnent une impulsion aux institutions qui sont responsables et compétentes.

Le temps a passé. Le G20 s'est politisé, même s'il ne s'est pas encore institutionnalisé. Il n'y a pas de secrétariat permanent du G20. C'est la présidence en exercice, qui change tous les ans, qui assure la préparation des réunions entre ministres des Finances, de l'Économie, de la Santé, de l'Éducation, qui aboutissent au sommet entre chefs d'État et de gouvernement.

La politisation du G20 est largement le résultat de la bipolarisation du monde entre la Chine et les États-Unis. La guerre en Ukraine, évidemment, a accéléré cette politisation. Sans remonter trop loin, on se souvient que la déclaration sur l'Ukraine qui avait été négociée à Bali, sous présidence indonésienne en 2022, avait donné lieu à de farouches discussions, avant d'aboutir à un texte condamnant l'agression. Cette fois-ci, on a donc un G20 en Inde, qui se présente comme le fédérateur de la communauté internationale dans un contexte particulier, notamment en raison des absences de Xi Jinping et de Vladimir Poutine.

Pourquoi Xi Jinping n'est-il pas venu ? Est-ce que cela tient à des raisons internes à la Chine ? Il s'est néanmoins beaucoup déplacé ces derniers temps. Il était au sommet des BRICS à Johannesburg en août, même s'il n'est pas apparu à l'un des événements. Au G20, il a donc choisi d'envoyer son premier ministre. Je dirais que ce G20 est comme une réaction à la réunion des BRICS de Johannesburg des 24 et 25 août. Si le sommet des BRICS a montré l'influence de la Chine sur le Sud global,

ce G20 sous présidence indienne paraît contrebalancer cette situation avec une reprise d'initiative occidentale en direction du « Sud Global » même si ce mot n'est pas prononcé.

C'est dans ce contexte qu'est signé cet accord sur le Corridor économique. Il vise à contrebalancer les Routes de la soie à l'initiative de la Chine qui se déploient dans près de 70 pays depuis 2013. Un plan de constitution d'un réseau maritime et ferroviaire est mis en place. L'objectif est de réunir des moyens logistiques qui permettent d'accéder de Mumbai à Dubaï, puis d'aller à Riyadh, puis à Haïfa — Benyamin Netanyahu s'est félicité de cette annonce — avant d'arriver en Europe par le Pirée où les Chinois sont déjà très présents, comme à Haïfa d'ailleurs !

On constate que les grands pays émergents du G20 ont une politique qui est de rester à l'écart de la polarisation entre les États-Unis et la Chine. L'Arabie Saoudite a désormais une politique active vis-à-vis de la Chine. Elle a gardé des liens avec les États-Unis, même s'ils se sont distendus. L'Arabie Saoudite est maintenant membre des BRICS, de même qu'elle est « partenaire de dialogue » de l'Organisation de coopération de Shanghai. Enfin, l'Arabie Saoudite est en train de négocier des contrats d'exportation de pétrole à la Chine qui seront réglés en yuan, la Chine important 40 % de son pétrole du Golfe. L'Inde de son côté est membre des BRICS, mais elle ne néglige pas les États-Unis — comme l'a montré la visite de Narendra Modi aux États-Unis. L'Inde fait par ailleurs partie du Quad avec les États-Unis, le Japon et l'Australie dans l'Indo-Pacifique. Bien sûr, personne n'a dit que le G20 était un sommet contre la Chine, mais de fait, il y a eu une sorte de rééquilibrage. La mise en œuvre du corridor économique reste cependant encore un peu

floue. On n'a pas encore identifié exactement quels étaient les points d'appui, la faisabilité des projets et les financements. Vraisemblablement, il y aura un financement européen sur la base des 300 milliards qui avaient été alloués au Global Gateway. D'ici quelques mois, il est prévu une réunion pour faire le point du projet et examiner les propositions qui ont été faites.

Dans ce contexte, comment peut-on interpréter l'adhésion de l'Union africaine au G20 ? Cette invitation fait-elle partie d'une tentative générale de contrer la Chine dans son influence mondiale ?

Les Indiens se veulent porteurs de la voix du « Sud Global » dans son ensemble pour défendre les intérêts de ces pays sur la scène internationale. Le ministre des Affaires étrangères indien en fait la promotion sous le concept de « multi-alignement ». Concrètement, cela implique de rester en dehors des alliances, d'éviter les conflits idéologiques et de suivre ses intérêts.

Un jour, l'Inde est à une réunion du Quad ; le lendemain avec les BRICS ; un troisième à l'Organisation de la coopération de Shanghai qui regroupe les pays de l'Asie centrale ; puis elle se fait inviter à un « outreach » du G7 à Hiroshima ; un autre jour, elle fera des manœuvres avec les Chinois et les Russes devant les côtes japonaises en Extrême-Orient. C'est une diplomatie extrêmement souple, et qui se veut représentative d'une époque où tout devient fluide en s'émancipant de l'Occident.

Ce Sommet du G20 a finalement été un Sommet dans lequel le Sud Global s'est affirmé, sans refuser de coopérer avec l'Occident. Ainsi Narendra Modi a accueilli le Président des Comores en tant que Président de l'Union africaine, qui comprend 55 pays, comme membre à part entière du G20, au même titre que l'Union européenne. Cela donne aux pays d'Afrique, qui n'étaient jusque-là représentés que par l'Afrique du Sud, un accès au G20. C'est une manière de donner plus de poids au Sud global.

La déclaration finale a recherché un consensus et indique qu'il faut que les pays développés donnent aux pays en développement les moyens de répondre aux conséquences du changement climatique. Est prévu un engagement à tripler les capacités en énergie renouvelable dans les pays en développement et à sanctuariser le niveau de consommation des énergies fossiles d'ici à 2030.

Ces déclarations sont autant d'impulsions dans la perspective de la COP28 qui se déroulera à Abou Dhabi dans trois mois.

Puisque vous mentionnez justement la politique de multi-alignement théorisée par Jaishankar, comment caractériseriez-vous la politique étrangère de Modi ? Dans Les autres ne pensent pas comme nous



(Bouquins, 2022), vous écrivez : « L'Inde déploie en fait une politique qui est en rupture avec la tradition de médiation qui était celle du Pandit Nehru au nom d'idéaux démocratiques. Il s'agit plutôt d'une politique opportuniste afin d'optimiser ses intérêts ». En quoi est ce que ce sommet et les dernières orientations de la politique étrangère indienne vont dans le sens de ce jugement que vous portez ?

L'Inde ne joue en effet pas un rôle de médiation : les termes employés dans le communiqué du G20 à propos de la guerre en Ukraine sont très vagues même s'ils rappellent les principes du refus de la prise de territoires, le jet de la menace nucléaire, etc... Il s'agit d'un appel à une paix juste et durable qui permet de ne pas prendre parti. On est dans un environnement qui n'a pas vu l'Inde essayer de jouer un rôle de négociateur entre les Russes et les Ukrainiens.

Dans un contexte de réaffirmation du Sud global et d'une centralité nouvelle de l'Inde. Comment est-il possible, avec un dirigeant comme Modi au pouvoir, d'entretenir de bonnes relations avec l'Inde sans pour autant renforcer un dirigeant autoritaire et, partant, l'oppression de minorités au sein de ce pays ?

L'Inde est un pivot de la stabilité stratégique internationale dans un environnement complexe. C'est la raison pour laquelle nous menons ce partenariat stratégique depuis plus de 25 ans. La politique indopacifique que nous poursuivons ne consiste pas à mener avec l'Inde un « containment » de la Chine, mais de contribuer à l'équilibre régional face aux hégémonies.

L'Inde est un puissant acteur sur le plan de la sécurité régionale et au-delà. Nous contribuons en nous rapprochant de l'Inde à cette politique anti hégémonique. C'est la raison pour laquelle la France a invité Narendra Modi le 14 juillet. Cela n'implique pas de perdre de vue la situation intérieure en Inde qui, selon certains observateurs, pourrait être fragilisée socialement par le nationalisme hindou.

La France et l'Inde partagent depuis longtemps une approche similaire de l'autonomie stratégique, de l'équilibre des puissances et de l'indépendance. Les Indiens appréciaient beaucoup la doctrine de De Gaulle qui a continué à les influencer alors que la France semble s'en être distancée ces dernières années. D'une certaine manière, on pourrait dire que les Indiens sont les derniers gaullistes.

Par ailleurs, l'Inde, partenaire de la France, continuera à avoir une forte relation stratégique avec la Russie, ne serait-ce qu'en raison des interactions que ces deux pays ont en Asie centrale. Et l'Inde cultive les États-Unis où ses intérêts sont relayés par une nombreuse diaspora dont le succès est remarquable dans tous les domaines ●

REGARD D'EXPERT

Paris, place financière, signaux forts, signaux faibles.

Par Philippe Reclus



Philippe Reclus, associé senior chez ESL, a été directeur adjoint de la rédaction du Figaro, en charge de l'économie. Il a créé et dirigé la fondation Croissance Responsable, émanation de Croissance Plus,

abritée par l'Institut de France. Il anime un séminaire à l'École Polytechnique consacré à « L'entreprise et ses stakeholders ».

On a tout lieu de se satisfaire de la réussite de la place de Paris qui, ces dernières années, à l'occasion du Brexit, s'est hissée au rang de place financière internationale de premier rang. Pour autant, certains signaux faibles s'allument, laissant penser que les grandes institutions financières françaises et organisations de marché se désintéressent des enjeux de cette place au point de désertier les instances des principaux organismes chargés de défendre ses intérêts. Faut-il regretter qu'il flotte comme un parfum de désintérêt, ou tout au moins d'indifférence polie des grands meneurs de la finance et de la banque françaises, face aux besoins d'indépendance et de souveraineté de la place financière ?

Certes, et on ne peut que s'en satisfaire, Paris a adroitement géré les conséquences du Brexit en parvenant à attirer dans la capitale française les bataillons des plus grands noms de la finance internationale. Goldman Sachs compte aujourd'hui près de 400 salariés à Paris, dont la moitié dédiée aux activités de marché (traders, vendeurs, ingénieurs et opérationnels). Citigroup a annoncé son intention de faire de Paris son principal hub pour la zone euro. Morgan Stanley a doublé ses forces installées à Paris et vise 500 personnes, essentiellement dans les activités de marchés. Autre sujet de fierté : il y a quelques mois, la capitalisation boursière de Paris est passée, pour la première fois de son histoire (et temporairement), devant celle de Londres. C'est la reconnaissance des performances des entreprises françaises - en particulier du secteur du luxe - mais aussi des choix stratégiques de groupes internationaux basés au Royaume-Uni qui ont

préférent une cotation sur d'autres marchés que le London Stock Exchange. Le projet de cotation que le groupe de cosmétiques Coty vient d'annoncer confirme encore cet attrait.

Ce tableau positif ne dissimule pourtant pas quelques signaux faibles traduisant certains éléments de fragilité. En rassemblant sept marchés de l'Europe continentale (Paris, Amsterdam, Bruxelles, Dublin, Lisbonne, Milan et Oslo), Euronext a construit l'union des marchés de capitaux européens, condition essentielle pour faciliter l'accès des entreprises et PME à l'argent des investisseurs. La société de bourse pan européenne a fait un grand pas avec le rachat de Borsa Italiana il y a deux ans. Derrière cette réelle avancée, on ne peut pour autant pas s'empêcher de constater que s'opère

depuis quelques mois un transfert régulier du cœur des activités d'Euronext - dont la gestion des infrastructures de marché - vers l'Italie. D'ici au deuxième semestre 2024 devrait ainsi se réaliser la bascule des activités de compensation des dérivés et des matières premières cotés sur Euronext, dont l'emblématique contrat sur le blé dur. Une partie des équipes restera à Paris notamment pour la compensation des matières premières, mais l'activité de compensation deviendra avant tout une activité italienne à Rome. Cela préfigure-t-il un basculement plus général de la tête de la bourse pan européenne en Italie ? Certains en sont déjà à le redouter, traduisant une perte de substance, puis de souveraineté pour la place. Cette éventualité est d'autant plus à prendre au sérieux qu'au sein du capital d'Euronext, là où se prennent les décisions stratégiques, il apparaît



que la représentation des intérêts français s'est sensiblement affaiblie.

Les grandes banques françaises, BNP et Société Générale en tête, semblent se désintéresser du sort d'Euronext dont elles sont sorties du capital. De quoi ouvrir la porte, à terme, à une évolution de la gouvernance d'Euronext au profit des intérêts italiens ? Autre signal faible : sur le marché des céréales et en particulier les dérivés sur les matières premières agricoles, Paris est considérée comme l'une des deux grandes places mondiales avec le CME à Chicago. Là encore, cette position pourrait être affaiblie. Les principaux intervenants sur ce marché, et notamment les grandes coopératives agricoles françaises, pourraient concentrer leur flux sur le CME américain sur lequel elles traitent déjà. S'ajoutent encore quelques ressentis déplaisants. Comme dans la banque par exemple : que le nouveau directeur général de la Société Générale ait choisi Londres pour sa première prise parole en public pour présenter son plan stratégique n'a eu de cesse d'en convaincre certains que Paris n'était plus la place légitime pour parler aux grands investisseurs mondiaux. Quant à la gestion de la dette, point fort français avec l'excellence de l'Agence France Trésor, il faut reconnaître que le marché secondaire de la dette française opéré par les grandes maisons de trading n'est plus en France.

En conclure que les grands progrès réalisés par la place financière française en termes de notoriété cachent une réalité technique et fonctionnelle beaucoup moins reluisante serait abusif. Il n'empêche. Tous ces signaux qui tendent à montrer un certain désintérêt pour les acteurs locaux français de premier plan appellent à la vigilance. À moins de laisser prospérer ce glissement discret, mais réel, du centre de gravité de bon nombre d'activités et d'infrastructures de marché qui forment le socle de la puissance et de l'attractivité d'une place ●



REGARD D'EXPERT

Que retenir de l'intervention de MBS à Fox News ?

Par Bertrand Besancenot



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

Le prince héritier saoudien a accordé dans la nuit du 20 septembre un entretien exclusif à Fox News, dont on peut retenir deux éléments majeurs.

1) La normalisation saoudo-israélienne

« On s'en rapproche tous les jours », a-t-il déclaré. Si un accord pour établir des relations diplomatiques n'est pas encore en vue, MBS a nié les rumeurs faisant état d'un arrêt des discussions. Le dossier reste en effet en tête des priorités de l'administration Biden avant l'élection présidentielle américaine de novembre 2024, ainsi que de Netanyahu qui marquerait ainsi une victoire diplomatique incontestable.

Courtisée, l'Arabie Saoudite entend obtenir des concessions, y compris sur le dossier palestinien : « Pour nous, la question palestinienne est très importante. Nous devons la résoudre. Et les négociations se poursuivent bien jusqu'à présent », a déclaré le prince.

De fait, les bruits courent depuis des mois sur une prochaine normalisation israélo-saoudienne. Chaque partie a mis ses conditions sur la table afin de pouvoir obtenir le meilleur accord qui, s'il est trouvé, pourrait changer la face du Moyen-Orient. Les Saoudiens souhaiteraient obtenir des garanties sécuritaires de Washington, son assistance dans l'établissement d'un programme nucléaire civil, ainsi que des avancées sur la cause palestinienne. De leur côté, les Américains cher-



cheraient à limiter l'influence de la Chine et de la Russie dans la région, ainsi qu'à mettre un terme au conflit yéménite.

Les Israéliens, quant à eux, escomptent surtout obtenir la reconnaissance de leur existence par le chef de file de la communauté musulmane sunnite (80 % des Musulmans), sans avoir à trop concéder sur le dossier palestinien.

L'important est que c'est la première fois que le prince héritier s'exprime publiquement dans un entretien télévisé sur la question des négociations en cours autour de la normalisation avec Israël. Et ce pour annoncer – en anglais – que les pourparlers avançaient en ce sens.

2) La question nucléaire iranienne

« S'ils en obtiennent une, on devra en avoir une aussi » : c'est la réponse qu'a donnée MBS à



la question de savoir ce qu'il ferait si l'Iran obtenait l'arme nucléaire, en précisant qu'il s'agissait d'une question d'équilibre stratégique.

Ce message apparaît comme un avertissement au moment où les négociations pour un retour à l'accord nucléaire de 2015 sont au point mort, la date butoir du 18 octobre approchant à grands pas pour la levée des sanctions.

Si la République Islamique a ralenti son rythme d'enrichissement d'uranium ces derniers mois, alors qu'un échange de prisonniers était en négociations avec les États-Unis par l'intermédiaire du Qatar et d'Oman, Téhéran et Washington insistent pour dissocier les deux dossiers.

Aujourd'hui, plus qu'un retour aux conditions prévalant avant le retrait unilatéral de Donald Trump de l'accord de Vienne en 2018, il s'agirait plutôt de préserver le statu quo actuel : l'objectif serait de limiter l'enrichissement de l'uranium à 60 %, ainsi que de geler les attaques des milices pro-iraniennes contre les intérêts américains au Moyen-Orient, voire de limiter les exportations iraniennes d'équipements militaires vers la Russie.

Téhéran obtiendrait en échange une garantie de ne pas se voir imposer des sanctions supplémentaires, tout en bénéficiant d'une certaine marge de manœuvre pour exporter plus de pétrole malgré les sanctions en vigueur. De quoi contribuer à faire baisser les prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux, alors que les baisses de production décidées par l'Arabie Saoudite et la Russie dans le cadre de l'OPEP+ participent actuellement à la poursuite de l'inflation dans le monde.

On le sait, l'une des conditions saoudiennes

pour conclure un accord de normalisation avec Israël consiste à obtenir une assistance américaine pour développer un programme nucléaire civil. Jusqu'à présent Riyad a toujours nié avoir une ambition militaire et le prince a rappelé qu'il était défavorable à une prolifération nucléaire.

Toutefois, dans l'hypothèse où l'Iran accédait à l'arme, la perspective d'une course nucléaire au Moyen-Orient inquiète réellement les États-Unis et surtout Israël, qui ne bénéficierait alors plus d'avantage militaire qualitatif dans la région. Afin d'avancer dans l'accord de normalisation avec Israël, Washington tente donc de proposer des solutions comportant des restrictions claires pour contenir le risque d'une militarisation, comme par exemple l'interdiction d'enrichir de l'uranium directement sur le sol saoudien, une condition qui représente encore un point de contentieux essentiel, le royaume refusant pour le moment d'accepter une telle clause.

Cette interview de MBS a le mérite de clarifier la position saoudienne sur deux sujets-clé pour la stabilisation du Moyen-Orient : la normalisation entre Israël et le royaume et la question du nucléaire iranien.

Le prince a expliqué franchement la vision pragmatique de son pays : l'Arabie Saoudite est favorable à un apaisement des tensions dans la région et a fait des gestes en ce sens, en particulier le rétablissement des relations diplomatiques avec l'Iran et la Syrie et une ouverture envers une normalisation avec Israël. Des négociations sont en cours, d'un côté avec les Houthis sur le conflit au Yémen, de l'autre avec les Américains sur leur rela-

tion bilatérale en matière de sécurité et sur la question israélo-palestinienne.

MBS reconnaît que les discussions avancent, mais il a énoncé clairement les conditions saoudiennes. Il souhaite sincèrement que ces pourparlers aboutissent car un accord « faciliterait la vie des Palestiniens et permettrait à Israël de jouer son rôle au Moyen-Orient ». Ils devraient par ailleurs donner au royaume des garanties américaines de sécurité renforcées et – c'est peut-être le plus important pour Riyad - créeraient l'atmosphère nécessaire pour inciter les investisseurs internationaux à s'engager pleinement dans la mise en œuvre des grands projets de la « Vision 2030 » saoudienne.

La réaction négative de Téhéran à la perspective d'une normalisation israélo-saoudienne ne s'est pas fait attendre. Le plus important désormais est de voir ce que Joe Biden et Benjamin Netanyahu pourront délivrer sur les demandes saoudiennes, qui en fait conditionnent tout accord éventuel dans la région ●

ÉDITO

Quand la machine s'éveille... : Repenser la place du veilleur à l'ère de l'IA

Par Bertille Chalut



A l'issue de trois ans de classe préparatoire littéraire et d'une maîtrise en communication puis en Relations Internationales, Bertille a suivi une formation à l'IAE de Poitiers en Intelligence économique ainsi qu'un cursus à l'ILERI Paris.

Le 14 septembre 2023, le couperet tombe, Onclusive, un des leaders de la veille médiatique en France, annonce la suppression de 217 de ses 383 postes. La raison ? Remplacer la majeure partie de ses effectifs par des systèmes d'intelligence artificielle. Si derrière cette annonce se dissimulent les manœuvres stratégiques d'un groupe international non intrinsèquement liées à un bouleversement radical de la profession, cela doit éveiller (littéralement) la réflexion.

Info Libe

Chez Onclusive, un des premiers plans massifs de licenciement dus à l'IA en France



La Tribune @LaTribune

Salariés remplacés par une IA : Onclusive plonge la France dans le dur de la révolution ChatGPT



Marianne @MarianneMag

"On est un symbole" : 209 employés d'Onclusive virés au profit de l'IA... et de la sous-traitance



Edwy Plenel @edwyplenel

L'entreprise @Onclusive (ex-@Kantar) va réduire de moitié ses équipes chargées de la veille médiatique. Client majeur, le gouvernement dit qu'il « interrogera l'entreprise sur les garanties qu'elle entend fournir pour maintenir le niveau ». @Mediapart



L'IA, catalyseur du déclin du veilleur ?

Cet événement a suscité l'émoi car pour la première fois une entreprise revendique le choix de substituer des tâches traditionnellement dévolues à l'homme par des solutions d'IA. Ceci incarne une tendance croissante dans le secteur du digital et plus spécifiquement dans le secteur de la veille : la confiance grandissante dans les algorithmes pour effectuer des tâches auparavant humaines. En mars dernier déjà, les spéculations allaient bon train autour de l'avènement de ChatGPT et des prévisions alarmantes évoquaient la disparition de certaines professions d'ici la fin de la décennie.

Parmi les titres de presse interprétant cette annonce comme la marque de la disparition d'une profession, les clients de l'entreprise ont également émis des réserves. A l'instar du SIG (Service d'informations du gouvernement) qui s'est notamment interrogé sur "les garanties qu'elle entend fournir pour maintenir le niveau de compétences, d'expertises et de qualité des livrables" comme le rapporte Mediapart.



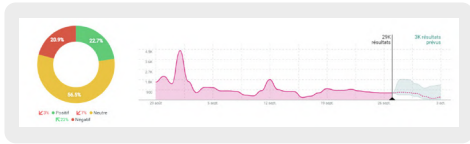
Nuages de mots-clés associé à l'annonce d'Onclusive du remplacement de la moitié des effectifs par l'IA

La transformation rapide du paysage informationnel digital pose un défi croissant pour la veille traditionnelle. En effet, le volume d'informations à traiter a augmenté de façon exponentielle - on parle ainsi d' "infobésité" -, rendant la vérification des sources d'autant plus complexe. À cela s'ajoute la nature non conventionnelle des données notamment sur les réseaux sociaux, souvent sous forme de conversations informelles, rendant leur analyse encore plus ardue.

Le recours à l'IA, capable d'automatiser et de traiter d'énormes volumes de données à une vitesse inégalée, prend tout son sens dans ce contexte. Elle repose sur deux piliers techniques fondamentaux : le machine learning (ML) et le deep learning (DL). Ainsi, l'IA apprend, et elle le fait à un rythme qu'aucun humain ne peut égaler... ou peut-être devons-nous reconsidérer l'IA comme le petit nouveau, un peu trop zélé et non exempt de défauts.

Les limites des dispositifs sociotechniques et de l'IA

Les éditeurs de solutions logicielles de veille rivalisent d'imagination pour parfaire leurs dispositifs sociotechniques de récolte et traitement de l'information et ont largement intégré des technologies liées à l'IA. Pour n'en citer que quelques-uns : reconnaissance d'images, de voix, opinion mining, analyses prédictives... Ainsi, les outils d'analyse prédictive fusionnent l'IA et des données historiques afin de prédire les tendances et ainsi anticiper les mouvements du marché. Le traitement automatisé du langage permet l'analyse des sentiments associés aux conversations afin d'en décoder les subtilités.



Infographies représentant l'analyse prédictive et des sentiments sur Talkwalker

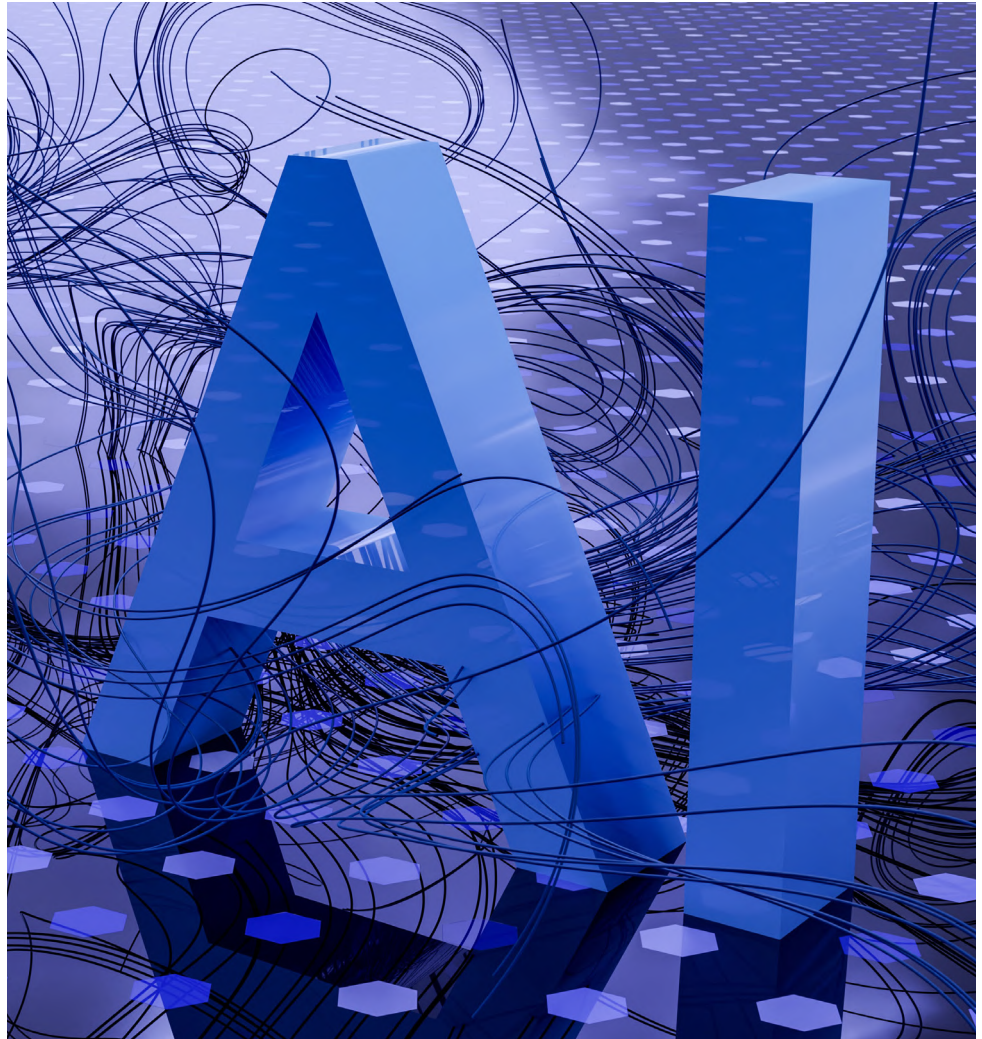
Les évolutions liées à l'IA et l'automatisation ne sont pas exemptes de critiques. L'opinion mining est par exemple régulièrement critiquée pour sa simplification des discours complexes (Boutin, Liu et Buisson, 2008) et sa difficulté à garantir la représentativité des données collectées en raison de l'incertitude sur les identités exactes des utilisateurs. De même, les prédictions de l'IA sont à prendre avec des pincettes, elle est loin d'être un système de modélisation prédictive infaillible, mais un outil qui peut essentiellement répéter le langage.

Le veilleur n'a pas dit son dernier mot

Ces limites redéfinissent le rôle du veilleur dans le processus de veille. Bien que l'IA puisse gérer bon nombre de tâches répétitives et continue d'évoluer, l'humain demeure indispensable au cœur de cette mécanique. En effet, c'est lui qui initie ce processus, le pilote et mène la réflexion stratégique sous-jacente. Le veilleur, fort de son expérience, est maître des validations finales et effectue les ajustements nécessaires grâce à sa capacité critique. Cette capacité intuitive dont il est parfois difficile de dessiner les contours, est essentielle. Comme l'a si bien dit Albert Einstein : "La connaissance s'acquiert par l'expérience, tout le reste n'est que de l'information."

L'information et donc la veille par extension en elles-mêmes n'ont de valeur que lorsqu'elles sont mises en action. C'est dans cette optique que Davison (2001) affirme : « Information only has value in a decision problem if it results in a change in some action to be taken by a decision maker ». En effet, la veille ne se limite pas à l'analyse et à la collecte de l'information, elle implique des échanges avec les destinataires de celle-ci. Si l'IA peut véritablement assister le veilleur au quotidien, il en tirera les conclusions permettant de guider et rassurer le décideur dans ses choix.

Imaginez un instant recevoir une alerte de la part de votre dispositif vous indiquant que le nombre de mentions de marques explose. Vous êtes alors confronté à une masse informe d'informations, composées de chiffres, de graphiques et



données en tous genres. À ce stade, il revient au veilleur de recomposer les événements et le fil de l'histoire afin de lui donner forme, cohérence et intelligibilité. La production de sens passe aussi par une médiation que seul l'humain est (encore) capable de produire.

Adopter une posture réflexive

Dépasser les prévisions alarmistes de l'impact de l'IA sur les métiers de la veille et le postulat de la nécessité de prendre le train de l'innovation, nous amène à interroger la pratique. Chaque avancée, synonyme d'incertitude, n'est pas seulement une source d'angoisse, mais la porte ouverte à toutes les opportunités. C'est bien la combinaison de l'innovation technique et de la musicalité de l'esprit

humain qui donne toute sa valeur au travail de veille. Il s'agit donc de questionner sa pratique et l'enrichir en intégrant les possibilités offertes par l'IA dans l'optique continue d'une production opérationnelle et actionnable pour les décideurs. Fluidifier les processus grâce à l'IA, replacer l'analyse au cœur du travail de veille et souligner l'apport humain devrait nous permettre d'envisager l'avenir du veilleur sous un jour plus optimiste ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.